

## DANS LE CADRE DE LA CNAC

## Octroi des premiers véhicules-ateliers

**Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a procédé hier à l'octroi des premiers véhicules-ateliers au profit des chômeurs promoteurs. Financés pas la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac), ces véhicules sont destinés à la plomberie et à l'électricité.**

Cette initiative permet de résoudre de nombreux problèmes liés aux services et permet la création de nouveaux postes d'emploi, selon le ministre.

Entrant dans le cadre des décisions prises le 22 février 2011 en matière d'encouragement au développement de la micro-entreprise, cette opération touche les jeunes diplômés de la formation professionnelle dans des métiers très demandés comme : la plomberie, l'électricité, le métier de chauffagiste, la peinture bâtiment, la mécanique automobile, la vitrerie et la climatisation.

Les quatre premiers véhicules, trois destinés à la plomberie et un à l'électricité, ont été remis hier à des promoteurs venus de Mila et Constantine. Il s'agit de véritables ateliers avec des alimentations électriques et matériel de plomberie. Pour Aïssa Maâche, 45 ans de Mila, l'atelier véhicule-atelier plomberie dont il a bénéficié est un grand pas vers un avenir prometteur.

Avec ses pairs, il confie que tout a été mis en œuvre pour faciliter l'opération. Il s'agit d'un financement triangulaire comprenant un apport personnel de 1%, d'un prêt bancaire et de la contribution de la Cnac. Le propriétaire du véhicule bénéficiera d'un différé de trois ans du remboursement du crédit bancaire et d'un différé d'un an du paiement de l'intérêt bancaire.

Le ministre, qui a répondu aux interrogations de la presse, a toutefois déploré la déficience en matière de main-d'œuvre dans certains métiers à l'instar du BTPH. Il estime que les jeunes diplômés de la formation professionnelle boudent les métiers de plomberie et d'électricité. Dans cette optique, il a appelé à l'ancrage de la culture de la promotion chez les jeunes via la création de micro-entreprises.

Ainsi, 16 000 entreprises ont été créées dans le cadre de l'Ansej et de la Cnac lors du premier semestre 2011, a rappelé le



Louh encourage la création de micro-entreprises.

ministre. Celles-ci auront généré 35 000 emplois. 13 000 autres emplois ont été créés dans le cadre du contrat d'emploi aidé (CTA), et 397 000 dans le cadre de l'Anem. Tayeb Louh a, par ailleurs, laissé entendre qu'une baisse remarquable du taux de

chômage est enregistrée. Ce dernier est évalué à 10% en 2010.

Sur un autre volet, interrogé sur les droits socioprofessionnels des journalistes, le ministre a appelé à la signature de la convention collective des journalistes afin de leur garantir leurs

droits matériels. Il estime que cette dernière est primordiale pour la protection et la garantie des droits des journalistes.

Aussi, elle permettrait, selon ses propos, d'avoir une presse répondant aux standards internationaux. **Wassila Z.**

## DÉVELOPPEMENT DE L'INNOVATION

## Un plan Marshall s'impose mais quid des acteurs ?

**Le développement de l'innovation, encore balbutiant en Algérie, nécessite un plan Marshall à charge que tous les acteurs (Etat, institutions, entreprises, centres de recherche et universitaires) s'impliquent de manière cohérente, inclusive et coordonnée. Ce qui n'est pas encore évident...**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Les universités comptent un nombre important de chercheurs qui bénéficient de conditions favorables.

A contrario, le nombre d'ingénieurs associés aux entreprises demeure faible, selon l'ingénieur et consultant Hocine Hadjiat qui intervenait hier dans un débat organisé par le Think - Tank Défendre l'entreprise.

Ainsi, ce consultant a évoqué un des facteurs qui expliquent pourquoi le développement de l'innovation reste encore embryonnaire, balbutiant en Algérie.

A ce propos, rappelons que l'innovation en matière de production de biens ou services et d'organisation vise notamment à répondre de manière optimisée aux besoins du marché. Certes, toute une dynamique a été engagée, comme l'explique le consultant et universitaire Abdelkader Djeflat, qui a présenté un état des lieux assez critique.

En termes notamment institutionnels, financiers, juridiques et entrepreneuriaux, de brevetage domestique et entrepreneurial, d'organisation et management, la dynamique a été enclenchée quoique encore perfectible.

Toutefois, un plan Marshall ne serait pas inopportun, laisse-t-il entendre, en en formulant quelques pistes dont le renforcement institutionnel, le développe-

ment de dispositifs incitatifs, une démarche de proximité, de grappes d'innovation, la valorisation de l'expertise, la restructuration au sein des entreprises, l'impulsion d'une stratégie intelligen-

te et résolue en matière de «copiage» industriel...

A charge cependant, et comme relevé par les experts, opérateurs économiques et institutionnels qui ont participé à ce débat, de savoir valoriser le potentiel existant, que tous les acteurs concernés (l'Etat, les diverses institutions, les entreprises publiques et privées, les centres de recherche, les universités...) s'impliquent de manière cohérente, inclusive et coordon-

née. Ce qui n'est pas encore évident dans la mesure où le système national de l'innovation reste très fragmenté, la communication fait encore défaut, la recherche prééminente sur l'innovation, les entreprises encore sceptiques, peu ou prou hésitantes, le rôle de l'Etat en matière d'impulsion et régulation relativement insuffisant.

Et dans la mesure où l'absence de contrainte d'efficacité favorise l'inertie, la liberté d'initiative

reste bridée, le système de brevetage et d'accompagnement des innovateurs nécessite une remise à plat, l'appui financier encore incertain et le cadre institutionnel très peu permissif et en deçà des attentes, en somme la nécessité ou l'envie de changer mal appréciée, le passage d'une économie de rente pétrolière à l'économie de la rente de l'innovation s'avère, donc, encore illusoire.

**C. B.**

## UN HOMMAGE LUI A ÉTÉ RENDU

## Mandela, l'homme de paix

**Qui est Nelson Mandela ? C'est un modèle et un exemple pour des millions de personnes de par le monde. C'est du moins l'avis unanime qui s'est dégagé de la conférence commémorative sur la Journée mondiale de Nelson Mandela.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - «Nelson Mandela était une personne qui dérangeait pour certains et celui qui a changé la révolution de l'Afrique du Sud pour d'autres. Il était un révolté, un leader historique, le père de la révolution et le fondateur de l'ANC. C'était un défi politique», a indiqué le représentant de l'ambassade d'Afrique du Sud, Masotsha Mongezi Mnguni, hier au Forum d'El Moudjahid.

Pour lui, certains le considéraient également comme «le seul homme noir» en Afrique du Sud. «Il a été à l'origine de beaucoup de changements dans son pays et dans le monde entier, offrant ainsi une nouvelle face à l'humanité.

Il n'était pas uniquement contre l'apartheid mais contre l'injustice, l'indépendance économique et tout ce qui est en relation avec les libertés», souligne-t-il.



Nelson Mandela.

Le secrétaire général des Nations unies a affirmé dans son message, lu par Manuel Fontaine, représentant du système des Nations unies en Algérie, que «Nelson Mandela a aidé des nations à panser leurs

blessures, a été un guide pour des générations et un symbole vivant de sagesse, de courage et d'intégrité».

Pour sa part, Noureddine Djoudi, ancien ambassadeur d'Algérie en Afrique du Sud, a soutenu que Mandela est un homme de paix. «Une fois revenu chez lui, il n'avait ni sentiment de revanche ni sentiment de haine», a-t-il dit. Il a aussi rappelé la position «constante» de l'Algérie aux côtés du peuple sud-africain dans sa lutte pour sa dignité. Il dira que le leader sud-africain était inspiré par la révolution algérienne malgré la distance géographique.

«Dans son livre *Conversation Mandela avec moi-même*, Nelson Mandela a évoqué la guerre de Libération nationale et sa rencontre avec plusieurs figures marquantes de la révolution algérienne», a-t-il ajouté.

Prenant part à cette rencontre, l'ambassadeur de Palestine a rappelé le soutien du leader à la cause palestinienne. «Pour le Palestinien, Nelson Mandela est un véritable symbole universel dans le combat pour la liberté et la paix», souligne-t-il.

D'ailleurs, poursuit-il, «ils sont nombreux les militants palestiniens à choisir comme nom de guerre celui de Nelson Mandela».

**R. N.**